

Adresse de *Solidaires Finances Publiques 31* aux cadres de la DRFiP 31 en réunion à Carbonne le 12/09/2023

Cher·e·s Collègues,

Ces dernières années nous vous avons informé·es lors des séminaires organisés à votre intention. Vous pouvez nous relire ici :

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/286-tracts-convention-des-cadres-du-31.html>

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/375-convention-des-cadres-la-lettre-de-sfp31.html>

Nous renouvelons aujourd'hui cet exercice de dialogue, car nous pensons nécessaire et important de discuter avec toutes les catégories d'agent·e·s. D'autant plus que par votre qualité d'encadrant et votre positionnement au regard des missions de la DGFIP, vous avez un rôle central au cœur de la vie des services.

Nous pensons que, par vos positions de cadres, vous êtes en « première ligne » pour ressentir les difficultés lourdes des services, mais aussi le désarroi des agent·e·s qui subissent une situation qui ne cesse de se dégrader année après année à la DGFIP.

Nous formulons un souhait, que nous n'avons cessé de répéter à toute occasion : voir notre hiérarchie, à sa place certes et avec les obligations qui sont les siennes, mais avec sa qualité de fonctionnaire, exprimer une parole vraie et offensive. Pour faire entendre au gouvernement et à la « haute hiérarchie » de notre administration qu'il y a urgence à un changement de cap, tant pour les usager·es et les collectivités que pour les agent·e·s publics.

Nous avons en effet besoin de tous et toutes pour nous faire entendre sur les évolutions de nos missions et de nos structures comme sur la pénurie catastrophique d'emplois pérennes. Pour faire prendre conscience de l'impact sur les conditions de travail et les services aux publics qui ne cessent de se dégrader.

Ainsi, un point a été rajouté à l'ordre du jour de votre séminaire pour vous présenter la déclinaison en Haute-Garonne du COM par mission. Vous devez savoir que ce point, comme celui sur les études immobilières en cours et la localisation envisagée de plusieurs services, est abordé par notre Direction suite aux demandes incessantes de *Solidaires Finances Publiques* depuis des mois. Nous demandons ainsi une réelle transparence et une information des agent·e·s ne serait-ce que par respect. Ces deux dossiers seront évoqués lors d'un CSA ce jeudi et nous mettons à votre disposition les documents fournis avant de vous rendre compte des débats, comme nous le faisons systématiquement.

Nous pensons essentiel que notre administration, nationalement et localement, fasse œuvre de transparence, mais laisse également des marges pour qu'un véritable dialogue local s'instaure. Il devrait ainsi permettre de prendre en compte les réalités concrètes et diverses des services, de s'approcher au mieux de « la vraie vie ». C'est une des voies pour remettre au centre des préoccupations les conditions de travail des personnels avec des processus de travail humains qui donnent un maximum de « sens » à notre quotidien.

En complément de cette démarche, que nous poursuivrons dans les instances et dans nos expressions, nous avons choisi en cette rentrée de nous tourner vers les personnels pour qu'ils partagent avec nous leur diagnostic, qu'ils nous permettent de recenser leurs analyses et leurs besoins, pour compléter et approfondir nos propos envers la Direction.

Vous pouvez retrouver nos deux questionnaires ici :

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/382-questionnaire-de-rentree-tous-services.html>

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/381-questionnaire-de-rentree-sip.html>

Cet appel à témoignage et expression libre, nous le complétons à votre attention spécifique de cadres. Concernant vos ressentis, vos besoins, les dossiers à aborder, nous vous invitons à ne pas hésiter à nous transmettre vos analyses. Vos messages seront bien sûr traités de manière anonyme, mais seront pour nous l'occasion de relayer au mieux vos attentes et aspirations à tous les niveaux.

Vous pouvez nous écrire à :

regis.lagrifoul@dgfip.finances.gouv.fr
christian.terrancle@dgfip.finances.gouv.fr

Pour mémoire et dans le même sens nous sommes ainsi revenus ces derniers mois sur plusieurs dossiers qui vous impactent en premier lieu :

- l'exigence d'une transparence particulière sur les dossiers métiers : structuration du « SIP de demain », évolution du bloc des professionnels, structuration des services de CF, missions des SGC, mise en place des SFACT et CGF, évolution des services de Direction, dossier du recouvrement et déclinaison locale, la nouvelle RGP, la priorité Amendes annoncée, les missions foncières... Sur tous les sujets nous avons une demande d'impératif de méthode avec une exigence formulée envers la Direction de présentation exhaustive des calendriers et des pistes de travail sur toutes ces missions et structures.
- notre aspiration à retrouver du « sens au travail » : si les services « tiennent » face aux difficultés, ce n'est que grâce à l'implication et au sens du service public des agent·e·s et de l'encadrement. Cette dynamique vertueuse, point fort et historique de notre administration, trouve ses limites depuis quelque temps avec un découragement des plus ancien·e·s et des nouvelles et nouveaux qui ne voient pas quel intérêt leur travail peut leur procurer. Cette dégradation ne cesse de nous inquiéter : charges de travail, urgences perpétuelles, perte de sens du travail, travail routinier et par listes, applications informatiques défailtantes, départ de « sachant·e·s » ou encore gestion du télétravail génèrent de multiples tensions dans les services.
- notre volonté incessante de mettre en avant ces questions et nous savons, en soulignant vos difficultés, que l'encadrement est au cœur de ces problématiques. Nous attirons votre attention sur la nécessité absolue de privilégier le collectif et le soutien des agent·e·s. Nous renouvelons nos demandes, soulignées localement dans les travaux menés avec l'ANACT sur le télétravail, pour que s'établisse un dialogue permanent, via notamment des réunions de services. Ce ne sera sans doute pas suffisant pour rétablir au mieux le « sens du travail » aujourd'hui perdu, mais cela peut y contribuer et, à minima, permettra de « mieux vivre le travail ».
- l'expression de nos inquiétudes sur l'évolution du profil managérial en cours et l'impact d'une évaluation « en mode concurrence » qui se préfigure pour les cadres. Nous renouvelons aussi notre exigence de renforcement, de soutien et de reconnaissance des encadrements (adjoint·e·s) des services au regard de l'évolution de leur rôle, des charges de travail et des besoins de soutien.

Une nouvelle fois, nous vous le disons : Nous avons besoin de vous ! Exprimez, avec nous, le malaise de notre administration ! Exprimez, avec nous, vos attentes pour un meilleur service public dans l'intérêt général.

Avec toutes nos salutations militantes.

Le bureau de section de Solidaires Finances Publiques